

Le désaccord du lac Meech. Concerto en sol miné...

André Gaulin

Number 75, Fall 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/45447ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gaulin, A. (1989). Le désaccord du lac Meech. Concerto en sol miné.... *Québec français*, (75), 6–6.

ÉDITORIAL

V

oilà maintenant sept ans que le Québec n'est pas partie prenante du Canada Bill de Pierre Elliott Trudeau. Ce dernier ne s'en souciait guère car il estimait que volens nolens le Québec appartenait au Canada. Avec ou sans signature.

L'homme de *Cité libre* offrait la camisole de force à ceux et celles qui l'avaient cru homme de parole : une manière machiavélique de faire dire «oui» au «non» québécois. Une grimace pour la reine du Canada qui reprenait l'avion pour la lointaine Angleterre et un coup de pied au cul pour celles et ceux qui le pensaient des leurs. C'était sa manière. Et le fantastique premier ministre regagna sa vie privée dans sa «petite maison» de Westmount, retourna aussi sur le marché du travail en avouant aux chômeurs qui voulaient l'entendre qu'il y avait toujours du boulot quand on était prêt à travailler.

Le régime du «beau risque» prit la relève avec à son bord beaucoup d'hommes et de femmes du Québec qui avaient milité pour le «oui». Ils allaient une fois de plus refaire le scénario de ceux qui pensent pouvoir faire changer les choses. Tous ces «mulroniens», bleus et conservateurs, allaient s'allier aux rouges bourassiens de retour à la barre du pouvoir québécois. À partir du travail de fonctionnaires qui, eux, demeurent toujours au pouvoir, Québec, un Québec affaibli par le non, comme le reconnaissait par exemple le prêtre et politicien de l'Union nationale Lemoignan, allait proposer des conditions minimales de retour officialisé dans le giron du *Canada Bill*.

Comme en pareilles circonstances le Canada travaille toujours à la vapeur — les vieux chemins de fer, quoi! — et de nuit — un castor bricoleur un peu taupe —, on devait unanimement convenir au lac Meech Lake d'un accord historique qui permit au moins à ce lac de sortir de l'ombre. Brian Mulroney y allait d'un petit discours qui l'obligeait à articuler et Robert Bourassa souriait pour la photo en avouant sur un ton monocorde que c'était un grand moment de fierté pour lui et son gouvernement — à tout le moins. Ce devait être un peu vrai car il est rare que le premier ministre concède un sourire sans parler d'hydro-dollars.

Il restait évidemment à obtenir la signature des onze parlements du beau pays des *Rocky Mountains*. Le Québec y alla aussi ra-

Le désaccord du lac Meech. Concerto en sol miné...

■ André GAULIN ■

pidement que Jean Chrétien pour sa tournée de rapatriement unilatéral après un certain 20 mai. Québec fit si vite que le ministre responsable et universitaire Gil Rémillard tint une Commission parlementaire sans que les intervenants pussent avoir le texte même de l'entente. On essayait toujours de le traduire correctement à Ottawa. Voilà pourquoi les opinions formaient le spectre sur le sens même de ce que pouvait bien vouloir dire «société distincte». Tout et rien, disait-on. Si on définit en termes de langue, de culture, on restreint. Si on ne définit pas, on ne fonde rien. Et vogue la galère, Québec, par son assemblée distincte appelée «nationale», vota majoritairement le quiproquo. C'était alors pour certains qui se tournaient alors vers le NPD une chaussée dégradée utilisable pour relier un jour le Québec au chemin plus net de la «vraie» souveraineté, un Québec à voir avec le temps comme nation fondatrice d'un pays fédéré et non comme société distincte.

Évidemment, il s'est passé depuis beaucoup de choses. L'accord d'une nuit et son obscur consensus n'ont pas résisté à la brisure du temps même bref. Les conceptions trudeauiste et réformée se sont heurtées : un Canada de deux langues circulant dans les bureaux fédéraux et là où le nombre le justifie ou bien le Canada de deux sociétés distinctes dont l'une vit majoritairement au Québec ? Toujours est-il que la loi 178 a permis plus particulièrement de mesurer les zones d'ombre d'un tel Canada, selon Trudeau, selon Mulroney/Bourassa, peu importe, deux conceptions ambiguës et finalement refusées par le Canada de 1867 ou celui de 1982. C'est ainsi que l'Accord finit par vouloir dire son contraire comme la Conquête veut exprimer la Défaite. L'histoire (petit h bien sûr) en est là. Comme on le sait, il reste encore jusqu'en juin 1990 pour vendre le monstre du lac Meech. Mais voilà que les deux provinces dites récalcitrantes du New Brunswick et du Manitoba, deux provinces

historiquement meurtrières pour le français, font des petits. Des formations politiques, PLC ou NPD, présentent de plus en plus une unanimité à fissures. Il faut voir aussi le ton de certains éditoriaux québécois, plutôt soit désabusé, soit sceptique. Qu'on relise par exemple ceux du *Devoir*, du *Soleil*, à propos de la dernière fête du premier juillet. D'ailleurs, des sondages au Canada ou au Québec font état de conceptions diamétralement opposées sur le statut du français ou de l'anglais, sur l'idée d'un pays bicéphale. À tel point que la menace sécessionniste commence à pointer du Canada des anglophones. Certains d'entre eux, et à juste titre, en ont marre d'un pays où ils sont plus de 70% et qu'il devient impossible de diriger sans l'aval du Québec. De part et d'autre, les conditions du mariage forcé se précisent. Des anglophones commencent à concevoir qu'il pourrait être avantageux de laisser s'en aller le Québec (qui n'est jamais content, n'en a jamais assez, veut toujours plus de pouvoir et empêchera toujours le Canada d'être un pays centralisé). Des fédéralistes qui ont cru à la dernière des dernières chances commencent aussi à en avoir ras le bol. À tel point qu'il n'est plus possible pour eux de brandir la souveraineté comme une menace. Certains songent même en leur gîte : et si le Parti libéral se servait du lac Meech avorté pour proposer l'indépendance ? Après tout, Robert n'a-t-il pas déjà frayé avec un René Lévesque en rupture de ban du parti de Jean Lesage défait... ?

Que conclure, cher éditorialiste ? Rien. Laissons l'Histoire (oui, un grand H, cette fois) se défaire et se faire. Essayons seulement de travailler au mieux pour un Québec résolument et inaliénablement français, l'indicateur majeur de nos consensus au-delà des factions et idéologies qui nous sont propres. Par des routes différentes, avec des postulats sociaux différents, se pourrait-il que...